



## Délégation ad hoc en Israël et dans les Territoires palestiniens

30 mai - 2 juin 2008

***Compte rendu établi par M<sup>mes</sup> Véronique DE KEYSER  
et Annemie NEYTS-UYTTEBROECK,  
coprésidentes de la délégation  
et vice-présidentes du groupe de travail sur le Moyen-Orient***

---

Bruxelles, le 9 juin 2008

## INTRODUCTION

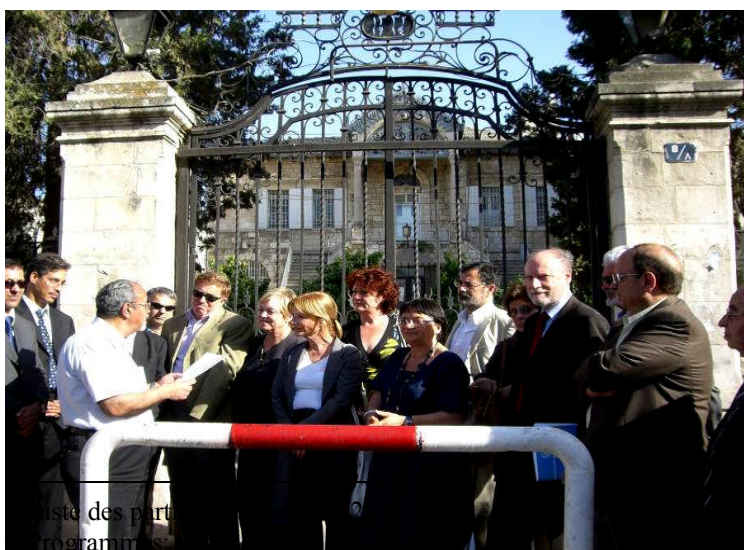
Par sa décision du 25 octobre, la Conférence des présidents a décidé d'envoyer une délégation ad hoc en Israël et dans les Territoires palestiniens afin de rendre compte de la situation sur le terrain. Cette délégation se composait de 14 participants<sup>1</sup>, parmi lesquels figuraient les présidents des délégations compétentes pour Israël, le Conseil législatif palestinien (CLP) et le Machrek, le président de la sous-commission des droits de l'homme et un représentant de chaque groupe politique. Elle était présidée par M<sup>mes</sup> Véronique De Keyser et Annemie Neyts-Uyttebroeck, coprésidentes du groupe de travail sur le Moyen-Orient.

À l'occasion de sa réunion du 23 avril à Strasbourg, la délégation ad hoc a décidé de se subdiviser en groupes restreints, qui s'occuperaient chacun de points précis découlant des conclusions d'Annapolis et des engagements et attentes des Israéliens et des Palestiniens. Les participants espéraient rencontrer ensemble les uns et les autres, dans toute la mesure du possible.

1. Renforcement de l'infrastructure de sécurité palestinienne
2. Jérusalem et les colonies
3. Consolidation de l'économie palestinienne, y compris la libre circulation des personnes
4. Gaza: accès, aspects humanitaires et problématique de l'eau

Chacun de ces sous-groupes thématiques de la délégation possédait son propre programme de travail, réparti sur deux jours<sup>2</sup>. Leurs conclusions ont été communiquées aux interlocuteurs israéliens et palestiniens lors de réunions avec la Knesset, auxquelles assistaient un représentant du ministère israélien des affaires étrangères, M. Saeb Erekat, chef du département palestinien des négociations, et M. Salam Fayyad, Premier ministre palestinien.

Au début de sa visite, la délégation a reçu des informations circonstanciées de la part de la troïka de l'Union européenne à Tel Aviv (délégation de l'UE et ambassades slovène et française). Elle a également reçu des informations de la troïka de l'UE accréditée à Ramallah et à Jérusalem au terme de sa mission.



Avant sa conférence de presse de clôture<sup>3</sup>, la délégation ad hoc a rencontré symboliquement des Palestiniens devant la "Maison de l'Orient" afin de faire pression en faveur de sa réouverture, prévue par la feuille de route: *"Le gouvernement israélien rouvre la Chambre de commerce palestinienne et les autres institutions palestiniennes situées à Jérusalem-Est actuellement fermées, sous réserve que ces institutions*

<sup>3</sup> Communiqué de presse: annexe 3.

*s'engagent à fonctionner dans le strict respect des accords antérieurs conclus entre les parties."*

## **CONCLUSIONS DES QUATRE SOUS-GROUPES**

### **1. LA SÉCURITÉ**

Quelques extraits de la **feuille de route**:

- "Les services de sécurité restructurés et recentrés de l'Autorité palestinienne entreprennent des opérations suivies, ciblées et efficaces en vue de s'attaquer à tous ceux qui se livrent à des activités terroristes et de démanteler l'infrastructure et les moyens des terroristes. Ces opérations supposent que l'on commence à confisquer les armes illégales et à regrouper les services de sécurité, qui ne doivent pas être associés avec la terreur et la corruption."
- **"Toutes les forces de sécurité palestiniennes sont regroupées en trois services relevant d'un ministre de l'intérieur doté des pouvoirs nécessaires."**
- **"Les forces de sécurité palestiniennes restructurées et ayant suivi une nouvelle formation et les forces de défense israéliennes reprennent progressivement leur coopération en matière de sécurité [...]"**
- **"Le Gouvernement israélien ne prend aucune disposition susceptible de nuire à la confiance [...]"**

Le sous-groupe s'est efforcé d'évaluer les avancées enregistrées dans le respect des engagements pris par les Palestiniens et les Israéliens dans le cadre de la feuille de route en ce qui concerne le renforcement des infrastructures de sécurité palestiniennes. Une proportion de 75 % des réformes entreprises dans ce domaine est couverte par les États-Unis (forces nationales de sécurité, garde présidentielle et services de renseignements), tandis que la proportion restante (police civile, système judiciaire, prisons) est soutenue par l'Union européenne et ses États membres.

Les accords conclus avant la conférence d'Annapolis autorisent la présence des forces de sécurité et de la police civile de l'Autorité palestinienne (AP) dans certaines zones entre 6 heures et minuit. Cependant, le gouvernement israélien refuse ou retarde la livraison d'équipements essentiels (gilets pare-balles, casques, pistolets). Bien qu'il ait commencé à délivrer à l'AP des autorisations pour intervenir après minuit à Jénine, Tubas et Naplouse, ainsi que dans la zone B (placée sous le contrôle commun israélo-palestinien en vertu des accords d'Oslo), les forces de défense israéliennes (FDI) poursuivent leurs incursions pendant le couvre-feu, entre minuit et 6 heures, ce qui sape l'autorité des forces de sécurité palestiniennes.

Le sous-groupe a rencontré le **général américain Dayton**, qui dirige le programme de formation des forces nationales de sécurité palestiniennes, financé par les États-Unis, M. Abdel Razzaq al-Yahia, le ministre palestinien de l'intérieur, et la mission EUPOL-COPPS à Ramallah, qui aide les Palestiniens à renforcer leur police civile. À Naplouse, les membres du sous-groupe ont rencontré le gouverneur, M. Jamal al-Muhaisin, et les responsables locaux des forces nationales de sécurité et de la police civile.

Le gouvernement américain a dégagé un budget de 86 millions de dollars en juillet 2007 pour reconstruire les infrastructures des forces de sécurité palestiniennes à Jéricho, former du personnel pour le ministère de l'intérieur et former et équiper les membres de la garde présidentielle et des forces nationales de sécurité (FNS), appelées à être transformées en une "gendarmerie". Un bataillon de 610 membres de ces FNS vient de terminer sa formation en Jordanie, et les États-Unis

ont l'intention de financer la formation de deux bataillons supplémentaires. Le général Dayton, qui estime que le terrorisme n'est pas un problème militaire, a déclaré que la police civile a un rôle capital à jouer et que ses membres devraient être formés au même niveau que les FNS.

L'actuel gouvernement palestinien a hérité d'une situation générale marquée par l'anarchie et par le délabrement des infrastructures, en particulier des prisons (leur capacité actuelle est de 500 détenus, alors que 2000 à 2500 places sont nécessaires). Les bureaux de liaison qui assuraient la coordination de la sécurité avec le gouvernement israélien ont été fermés.

Le plan de sécurité de l'AP élaboré par le **ministre de l'intérieur** comprend trois phases: 1) le désarmement des milices; 2) l'amélioration de la sécurité et du respect de la loi et de l'ordre; 3) la restructuration du ministère de l'intérieur, du système judiciaire et des forces de sécurité. La phase 2 est aujourd'hui terminée et le nettoyage des villes retenues à cet effet, à commencer par Naplouse, s'est bien déroulé.

Le ministre de l'intérieur a regretté que les projets de petite envergure de la mission EUPOL-COPPS (livraison de menottes, de couvertures pour les prisons, de papier A4 pour les postes de police, etc.) ne permettaient pas à cette mission de déployer tout son potentiel. L'Union européenne devrait intervenir pour améliorer l'aide fournie à la police civile, par exemple en organisant une formation approfondie pour lutter contre l'immigration clandestine. Les Palestiniens veulent bien admettre que le gouvernement israélien a un rôle à jouer dans le maintien de la sécurité, mais les incursions quotidiennes des FDI sapent considérablement le moral des forces de sécurité palestiniennes.

La **mission EUPOL-COPPS** a commencé en 2000, mais a été interrompue par la deuxième Intifada. Elle consiste à fournir du savoir-faire sur la base d'une évaluation exhaustive des besoins. Les États membres octroient des aides financières à un fonds fiduciaire palestinien (environ 25 millions d'euros actuellement) qui décide lui-même de l'affectation de cet argent. Pour les Palestiniens, il est important que les réformes ne soient pas perçues comme étant imposées de l'étranger.

La mission EUPOL-COPPS forme la police chargée du maintien de l'ordre depuis août 2007. Toutefois, comme les missions relevant de la PESD ne peuvent s'occuper du renforcement des capacités, l'EUPOL-COPPS fonctionne dans une "zone grise". Les forces palestiniennes devraient être hiérarchisées comme suit: la police du maintien de l'ordre (police de rue), les forces spéciales (opérations d'arrestation) et les FNS (lutte contre le terrorisme). Ce serait une grave erreur de délaisser la police civile au profit de la "gendarmerie". L'Union européenne devrait se préoccuper davantage de cette police, d'autant que les États-Unis, en quête de réussites à mettre à leur actif, tentent de s'immiscer dans la formation policière.

Le blocage de la ville de Naplouse a déclenché une vague d'émigration des capitaux et des entreprises. La hauteur des taux de chômage et de pauvreté a fait le lit des groupes armés et les attaques contre les entreprises se sont multipliées. **Le gouverneur, M. Jamal al-Muhaisin**, a pourtant affirmé que la mise en œuvre du plan de sécurité de la ville depuis août 2007 a permis d'instaurer un niveau de sécurité acceptable. Les autorités essaient aussi de s'atteler au problème des imams qui prêchent la haine dans les mosquées. Aujourd'hui, "on n'arrête plus des gens pour leur appartenance au Hamas, mais pour le port illégal d'armes". Pour pouvoir travailler convenablement, l'AP doit coordonner ses activités avec celles du gouvernement israélien.

**Les responsables des FNS locales et de la police civile de Naplouse** ont rappelé que les Palestiniens avaient repris le contrôle de la région au cours des six derniers mois. Les saisies

d'armes et d'explosifs qu'ils ont opérées en ville et dans les villages voisins leur ont permis de regagner la confiance des citoyens, mais cette confiance est fragile et érodée par les opérations nocturnes récurrentes des FDI. Les FNS et la police civile disposent de ressources humaines suffisantes, mais sont gravement sous-équipées (manque de bâtiments, de véhicules, d'armes, de moyens de communication). Naplouse ne possède que six postes de police pour cinquante-huit villages. Les progrès réalisés restent tout relatifs, puisque c'est toujours le gouvernement israélien qui a le dernier mot en ce qui concerne la sécurité. L'interruption des contacts directs et de la coordination entre les forces palestiniennes et les forces de défense israéliennes n'arrange évidemment pas la situation.

## 2. JÉRUSALEM ET LES COLONIES

Le sous-groupe sur "Jérusalem et les colonies" a constaté l'expansion considérable et continue des colonies, ainsi que des barrières et du mur de séparation. Le grand nombre de barrages routiers et de postes de contrôle servent davantage à protéger les colons et pas nécessairement à accroître la sécurité d'Israël. Cette situation est en contradiction avec les objectifs convenus à Annapolis et avec la feuille de route, dans laquelle le gouvernement israélien s'est engagé à bloquer *"toutes les activités d'implantation de colonies (y compris l'expansion naturelle des colonies)"*. **Après avoir constaté la situation sur le terrain, la délégation est arrivée à la conclusion que le gouvernement israélien ne fait pas preuve de bonne foi dans les négociations actuelles.**

Sur la base des informations communiquées par l'unité palestinienne de soutien aux négociations (qui appuie les négociateurs palestiniens dans les domaines juridique, politique et de la communication) et par l'ONG israélienne Ir Amim, il est apparu clairement que:

- les barrières et le mur de séparation ainsi que les colonies israéliennes réduisent le territoire palestinien (en Cisjordanie et à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est) d'environ 50 %;
- cette politique entraîne la confiscation de terres appartenant à des Palestiniens et la démolition de leurs maisons, tandis que la "barrière de sécurité" et les postes de contrôle (plus de 600) les privent de l'accès à leurs terres et restreint considérablement leur liberté de circulation, en les empêchant d'accéder à leurs champs, aux écoles et aux services de soins de santé et autres services sociaux;
- en outre, les Palestiniens de Cisjordanie ne sont pas autorisés à entrer à Jérusalem et, par conséquent, en Israël.

Les colonies, comme celles de Gilo et de Har Homa, forment un anneau à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est et la séparent de Bethléem. La délégation a constaté leur expansion, avec la construction en cours de nouveaux logements à Har Homa. Ses membres sont particulièrement préoccupés par le projet immobilier dans la zone E-1, à l'est de Jérusalem, qui étendra encore la colonie, déjà vaste, de Maale Adomim (environ 36 000 habitants). Ce projet, susceptible de débiter à tout moment, prévoit la construction de plusieurs milliers de maisons et isolerait complètement Jérusalem-Est de la Cisjordanie. Certaines infrastructures existent d'ailleurs déjà (notamment une route à quatre voies qui mène à un énorme poste de police isolé au sommet d'une colline).

Ces travaux de construction et le climat beaucoup moins constructif qui règne actuellement dans les négociations réduisent les chances d'aboutir à un accord de paix et minent la confiance.





Les membres de la délégation sont très inquiets à propos de la situation dans la vieille ville d'Hébron, en raison de l'implantation illégale de Juifs ultra-orthodoxes et de leur agressivité vis-à-vis des autres habitants. Des rues et des quartiers entiers, auxquels l'accès accordé sur la base de la religion, sont interdits aux Palestiniens. Les activités sociales et économiques dans la vieille ville sont quasiment à l'arrêt, tandis que 2 000 soldats israéliens sont mobilisés pour assurer la protection de 400 colons fanatiques. Malgré cette situation absurde et kafkaïenne, le comité palestinien de reconstruction et de réhabilitation a effectué un travail remarquable, en remettant en état plus de 500 maisons ces dernières années.

Alors qu'il est difficile, voire impossible pour les propriétaires fonciers palestiniens d'obtenir des permis de bâtir – notamment en raison du nombre insuffisant de ces permis – et qu'on ne compte plus les maisons palestiniennes démolies par le pouvoir israélien, de nombreuses colonies juives s'étendent au-delà de la ligne verte de 1967. La délégation a visité, entre autres, le groupe de colonies du bloc d'Etzion, entre Jérusalem et Bethléem, qui comprend notamment la ville ultra-orthodoxe de Beitar Illit et d'autres implantations (pour une population totale de 46 000 habitants), ainsi que le bloc de Modiin Illit (41 000 habitants), vaste colonie ultra-orthodoxe à l'ouest de Ramallah.

Les réponses fournies à la délégation par les responsables et les hommes politiques israéliens (notamment le ministre du logement, **M. Zeev Boïm**) n'ont pas suffi à modifier son impression que les autorités israéliennes appliquent une politique proche de la ségrégation dans le but de créer une nouvelle réalité sur le terrain en étendant les colonies et en poursuivant l'édification du mur de séparation et la mise en place d'autres barrières et du réseau de contournement routier. Ainsi, le matin même de la visite de la délégation, le gouvernement israélien a avalisé la proposition du ministre visant à lancer un appel d'offres pour la construction de plus de 800 nouveaux logements à Jérusalem-Est. M. Boïm a prétendu que l'engagement de la feuille de route sur les colonies ne concerne pas Jérusalem.

Israël a construit et continue de construire un réseau routier reliant les colonies des axes nord-sud et est-ouest, parfois via des tunnels qui affaiblissent les infrastructures palestiniennes en surface. Ces routes encerclent les zones palestiniennes et pénètrent profondément en Cisjordanie. Comme elles sont strictement réservées aux Israéliens, on ne peut qu'en conclure que cette politique aboutit à de la ségrégation. Par conséquent, les membres de la délégation doutent de la sincérité et de la bonne foi du gouvernement israélien dans ses négociations avec l'Autorité palestinienne.

### 3. *LA CONSOLIDATION DE L'ÉCONOMIE PALESTINIENNE, Y COMPRIS LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES*

**"Le développement économique ne se conçoit pas sans la mobilité" (Banque mondiale)**

Quelques extraits de la feuille de route:

- "Israël prend toutes les dispositions nécessaires pour aider à normaliser la vie des Palestiniens."
- "Israël et les Palestiniens appliquent dans leur intégralité toutes les recommandations du rapport Bertini visant à améliorer la situation sur le plan humanitaire, notamment en levant les couvre-feux [et] en assouplissant les restrictions imposées à la circulation des personnes et des biens [...]."
- "Le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne poursuivent le processus de déblocage des recettes fiscales et de transferts de fonds, y compris les arriérés, conformément à un mécanisme de contrôle transparent convenu d'un commun accord."

Le sous-groupe s'est efforcé de mesurer les progrès réalisés sur la voie des engagements pris par les Palestiniens et les Israéliens dans le cadre de la feuille de route en ce qui concerne **les améliorations de la libre circulation des marchandises et des personnes afin de permettre la relance de l'économie palestinienne**. Ses membres ont rencontré les personnes et les institutions suivantes: l'équipe de M. Tony Blair, envoyé spécial du Quatuor pour le Moyen-Orient, l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui avait organisé une visite guidée de quelques-uns des principaux postes de contrôle et barrages routiers, M. Mohammed Chtayeh, directeur général du Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction (Pecdar), M. Bassam Khoury, directeur de la Fédération industrielle palestinienne, et la délégation de la Commission européenne à Jérusalem.

La conclusion qui se dégage de ces deux journées de mission est que la récession économique et les besoins humanitaires qui en découlent **en Cisjordanie sont inextricablement liés au recul du commerce, qui est lui-même la conséquence des bouclages et des restrictions de circulation imposés à cette région**, ainsi que de la diminution des transferts de fonds des Palestiniens qui ne peuvent plus se rendre en Israël pour y travailler. La situation économique est aussi étroitement associée à la sécurité sur le terrain: selon les Israéliens, **les bouclages et les restrictions à la circulation des biens et des personnes en Cisjordanie sont nécessaires** pour protéger les citoyens israéliens en Israël et dans les colonies.

La Cisjordanie compte actuellement **plus de 600 postes de contrôle, barrages routiers et autres obstacles** à la libre circulation. **La barrière de séparation, construite sur 56,5 % de sa longueur**, devrait totaliser, une fois terminée, quelque 740 kilomètres de long, soit le double de la longueur de la frontière de 1967. Elle divisera la Cisjordanie et isolera de facto les régions les plus fertiles du territoire palestinien (OCHA). En outre, un ensemble de mesures administratives et législatives (annexions, autorisations), appliquées d'une manière tout à fait imprévisible, ont étranglé l'économie palestinienne. Aujourd'hui, il est plus cher d'acheminer des marchandises des Territoires palestiniens vers Israël que de les acheminer d'Israël à Shanghai (M. Chtayeh).

**L'élimination des obstacles à la libre circulation n'a pas vraiment progressé ces derniers mois**, malgré plusieurs communiqués israéliens dans ce sens (OCHA). Le plan d'action Blair lancé le 13 mai 2008 prévoit entre autres la suppression de douze obstacles stratégiques importants. L'exemple de la zone industrielle de Jénine répond aux préoccupations de cette région en matière économique et de sécurité (équipe Blair). Petit à petit, la barrière de sécurité a isolé hermétiquement la Cisjordanie d'Israël, et les restrictions de circulation qui en ont résulté ont tari les activités économiques dans cette région – en particulier celles des PME. **Cette situation a surtout été préjudiciable aux exportations palestiniennes.** Les marchandises doivent d'abord franchir les barrages internes autour des centres urbains de la Cisjordanie avant de pouvoir en sortir via un des six postes-frontières.

Jusqu'à présent, **l'accord sur les déplacements et l'accès, signé en novembre 2005** et destiné à faciliter la circulation des personnes et des marchandises et à réduire les perturbations pour la vie des Palestiniens, n'a pas entraîné d'améliorations notables sur le terrain. Les importations ne sont possibles qu'en transitant par Israël ou par les pays qui ont un accord avec l'État hébreu, ce qui exclut la plupart des pays arabes. Cette situation implique pour la Palestine des pertes financières d'un montant de 264 millions d'euros par an (M. Chtayeh). De plus, la fragmentation du territoire, le manque d'accès à la terre et l'omniprésence des contrôles aux frontières empêchent le déploiement d'activités économiques.

Dans leur vie quotidienne, les Palestiniens subissent de dures restrictions qui entravent leur développement sur les plans humanitaire et économique. **Israël consomme 80 % des ressources en eau de la Cisjordanie.** Cela signifie qu'un Palestinien doit se contenter de 30 litres d'eau par jour, alors qu'un colon a droit à 350 litres (la norme minimale de l'OMS est de 100 litres par jour). Autre exemple: le matin, les Palestiniens mettent habituellement plus de deux heures pour traverser le poste de contrôle de Qalandiya, entre Ramallah et Jérusalem. Cette situation entraîne une fuite des cerveaux: près de 80 000 Palestiniens ont quitté les Territoires au cours des trois années écoulées.

La **conférence sur les investissements**, qui s'est tenue à **Bethléem du 21 au 23 mai 2008**, a eu incontestablement des résultats positifs (M. Chtayeh). Elle avait pour principal objectif d'accroître les investissements dans l'économie palestinienne afin d'améliorer les conditions de vie des habitants sur les plans économique et social. Elle a permis d'obtenir des engagements à hauteur de 1,4 milliard de dollars. Si ces investissements se concrétisent, ils permettront de créer 35 000 emplois dans le secteur privé. "Nous savons pêcher: ce que nous voulons, ce sont les moyens de le faire!" (M. Khoury).

M. Mariano (CE, mécanisme Pégase) a souligné la nécessité d'investir davantage de moyens financiers pour maîtriser le déficit des finances publiques palestiniennes. Or, la plupart des donateurs préfèrent investir dans des projets de développement plus "visibles". La Banque mondiale a calculé que même si la croissance atteignait le pourcentage escompté de 3 % et si Israël délivrait toutes les autorisations nécessaires, le PIB serait encore en diminution<sup>1</sup>. Étant donné que le budget de Pégase sera épuisé en août 2008, les donateurs doivent intervenir d'urgence. Cet appel s'adresse essentiellement aux pays arabes.

---

<sup>1</sup> "Implementing the Palestinian Reform and Development Agenda", rapport de suivi économique au comité de liaison ad hoc, Banque mondiale, 2 mai 2008.

#### 4. GAZA: ACCÈS, ASPECTS HUMANITAIRES ET PROBLÉMATIQUE DE L'EAU

Lors de leur visite sur le terrain, les membres de ce sous-groupe se sont rendus au domicile d'un enseignant de l'UNRWA récemment décédé à la suite d'une incursion israélienne et ont rencontré ses proches. Ils se sont également déplacés au camp de réfugiés de Khan Younis, où ils ont appris que les projets de relogement des réfugiés étaient complètement à l'arrêt parce que le blocus de la bande de Gaza empêchait l'acheminement de matériaux de construction depuis plusieurs années.

Ce blocus affecte tous les pans de la vie en société: la santé, l'économie, l'environnement, l'éducation. Un million et demi de personnes sont les victimes de ce qu'elles ressentent comme une punition collective. Ce que souhaitent les Gazaouis, c'est d'avoir la possibilité de travailler, pas d'être contraints de vivre de la charité.

Économie saine ⇔ prospérité ⇔ paix

déversées en mer, tout comme 60 000 m<sup>3</sup> d'eaux usées.

La bande de Gaza est au bord d'une catastrophe environnementale et écologique. À cause de la pénurie de carburant, des véhicules ont été transformés pour rouler à l'huile de friture, ce qui a des effets préjudiciables pour l'environnement et la santé. Le Hamas contrôle la distribution des rares stocks de pétrole disponibles et a dû faire des choix entre, notamment, l'épuration des eaux usées, la collecte des déchets, les ambulances et les hôpitaux. Chaque jour, des tonnes de déchets non traités sont



*Faute de carburant, les rues de Gaza sont désertes.*

La pollution de la mer a raréfié la population de sardines, une source de protéines animales de première nécessité et peu coûteuse, et a rendu ce poisson impropre à la consommation humaine. Comme la zone de pêche est à présent limitée à trois milles nautiques au large des côtes, les poissons sont pêchés plus jeunes, ce qui entame encore davantage les stocks.

Alors que ce sont au moins 400 camions de marchandises qui devraient desservir chaque jour la bande de Gaza pour assurer la normalisation des conditions de vie des Palestiniens, seule une petite cinquantaine parvient à franchir les divers points de passage. Plus de 85 % de la population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.<sup>1</sup>

Les Israéliens ont certes quitté Gaza, mais les habitants ont toujours l'impression de vivre dans une région occupée. Le sentiment d'isolement et le désespoir prédominent, et l'inquiétude de voir cet isolement devenir la norme grandit.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Campagne Free Gaza.

<sup>2</sup> UNRWA.

Tous les interlocuteurs que les membres du sous-groupe ont rencontré ont exprimé leur déception face au fait que M. Blair ne se soit pas rendu à Gaza. Ils sont aussi déçus parce qu'un projet seulement a été réservé à leur région (la remise en état de la station de traitement des eaux usées).

À l'occasion d'une réunion avec des membres du Conseil législatif palestinien, les députés européens ont constaté le souhait manifeste de réconciliation entre les deux branches de cet organe et ont recueilli ses préoccupations quant à l'emprisonnement de plusieurs de ses membres.

Lors de toutes leurs réunions, les parlementaires européens ont souligné avec insistance que le lancement de missiles sur Israël n'améliorerait pas la situation des habitants de Gaza et donnait au monde extérieur l'image de Gaza comme sanctuaire du terrorisme. Les sanctions et les représailles affectent plus durement les plus modérés.

Le Centre palestinien des droits de l'homme a signalé que le Hamas contrôlait la bande de Gaza et devait donc assumer ses responsabilités. La paix est certes revenue dans les rues, les contrôles et les barrages sont omniprésents (prétendument pour intercepter les voitures qui roulent à l'huile de friture), mais les droits de l'homme ne sont pas respectés: on relève des arrestations, des détentions et des interrogatoires illégaux, et les avocats se voient refuser les contacts avec leurs clients.

De retour à Jérusalem, les membres du sous-groupe ont eu une réunion avec l'unité israélienne de liaison et de coordination, basée à Erez. Les membres de cette unité ont expliqué que chaque fois qu'un missile était envoyé sur Israël, c'est-à-dire presque chaque jour, les frontières étaient fermées et plus aucune marchandise ni aucune personne ne pouvait entrer à Gaza ou en sortir. Bien entendu, cette mesure a des conséquences néfastes pour les personnes qui doivent suivre des traitements médicaux urgents en Israël, comme la chimiothérapie, qui doit être administrée régulièrement. En réponse à un parlementaire européen qui demandait pourquoi plus de 1 300 patients palestiniens n'avaient pas obtenu de laissez-passer pour raisons médicales, les Israéliens ont répondu que l'octroi de ces autorisations était coordonné directement avec Ramallah, de même que le volume des marchandises de première nécessité, et qu'ils ont également des contacts réguliers avec le secteur privé à Gaza.

## ***RÉUNIONS POLITIQUES***

D'après le **responsable palestinien du département des négociations, M. Saeb Erekat**, la raison principale de la situation actuelle réside dans le manque de clarté des relations entre l'Occident et le monde arabe. L'amélioration de ces relations et la mise en échec des extrémistes nécessitent un double effort: 1) la résolution du conflit israélo-palestinien par la coexistence de deux États; 2) la promotion de la démocratie dans le monde arabe. Ce n'est pas la démocratie qui a échoué, mais bien le Hamas, qui n'a pas respecté les engagements internationaux.

L'accord qui sera obtenu avec Israël sera soumis à un référendum du côté palestinien. Il devra donc être équitable et équilibré. M. Erekat a déclaré que l'Autorité palestinienne était à court de solutions et a déjà mis toutes les possibilités dont elle disposait sur la table des négociations. L'Union européenne devrait encourager les Israéliens et les Palestiniens. Or, ceux-ci estiment que le calendrier actuel visant à renforcer les relations entre l'UE et Israël va précisément dans le sens contraire.

Lorsqu'un accord aura été atteint, les Palestiniens n'accepteront pas d'autres garanties politiques et économiques que celles de l'Union européenne. M. Erekat estime que M. Blair a fait du bon travail. Il a une nouvelle vision, faite de projets concrets pour briser le système des blocus, que l'UE devrait superviser attentivement. La politique israélienne actuelle, qui mise sur les barrages routiers, les postes de contrôle et les interventions militaires arbitraires, entrave le développement économique palestinien et empêche les Palestiniens d'assumer leurs responsabilités dans le domaine de la sécurité. Or, il s'agit là de deux préalables à une paix durable.

M. Erekat a également rappelé les engagements pris par l'AP concernant la tolérance zéro face aux violations des droits de l'homme et la lutte contre la corruption.

**M. Fayyad, Premier ministre palestinien**, a souligné la nécessité de rétablir les prérogatives de l'Autorité palestinienne à Gaza. Les Palestiniens sont prêts à assumer leurs responsabilités, a-t-il déclaré, mais ils doivent en avoir les moyens. Ils n'utiliseront pas l'occupation de leur territoire et les autres obstacles, comme les postes de contrôle, comme prétextes pour ralentir les réformes internes qu'ils doivent mettre en œuvre: "Nous construirons notre État en dépit de l'occupation." La conférence de Bethléem sur les investissements était un pas dans la bonne direction, qui a montré que les Palestiniens étaient capables de prendre des initiatives pour stimuler leur développement économique.

À propos des engagements palestiniens pris dans la feuille de route, M. Fayyad a relevé les améliorations sur le plan de la sécurité, mais les incursions israéliennes continuent de nuire aux efforts fournis dans ce sens et à la crédibilité des forces de sécurité palestiniennes. Les États-Unis et l'Union européenne devraient s'investir davantage pour renforcer ces forces de sécurité, ainsi que la police civile.

Le gouvernement israélien ne respecte pas ses engagements concernant le gel des colonies. M. Fayyad a constaté à cet égard une modification dans la terminologie de l'UE, qui qualifie ces colonies d'obstacles à la paix au lieu de condamner leur illégalité en vertu du droit international.

Dans ces circonstances, M. Fayyad doute qu'un accord puisse être conclu avant la fin de l'année. Il est revenu sur la lettre qu'il a adressée aux États membres de l'UE, dans laquelle il salue le

principe du renforcement des relations entre l'Union et Israël, tout en déplorant que le calendrier soit mal choisi.

Durant sa réunion avec **M. Nimrod Barkan, qui dirige le service des études du ministère israélien des affaires étrangères**, la délégation s'est plainte du traitement insultant et inhumain dont elle a été victime au poste de contrôle entre Bethléem et Jérusalem.

M. Barkan a expliqué que les mesures de sécurité mises en œuvre sont indispensables pour contrer la menace terroriste. Avant 2001, Israël n'avait pas besoin de barrages routiers ni de postes de contrôle pour assurer sa protection. La construction de la barrière de séparation a diminué considérablement le nombre d'attentats suicides. La délégation a rétorqué que la plupart des postes de contrôle en Cisjordanie servaient à protéger les implantations illégales et non à garantir la sécurité d'Israël. Quoi qu'il en soit, le souci sécuritaire ne doit pas empêcher Israël de donner instruction à ses forces de sécurité d'assurer un traitement humain pour tous à ses postes de contrôle.

À propos des négociations en cours, M. Barkan a signalé les progrès réalisés sur le dossier des frontières: un accord est intervenu sur les proportions du territoire de Cisjordanie qui seront contrôlées par Israël et sur celles qui seront confiées aux Palestiniens. Le statut de Jérusalem n'a pas encore été abordé en détail. Il devrait être possible de parvenir à un accord de principe avant la fin de l'année, y compris sur la question des frontières. Cependant, il serait illusoire d'en espérer la mise en œuvre à brève échéance, car cela implique de changer la mentalité des extrémistes, ce qui prendra du temps et nécessitera une approche graduelle.

À la **Knesset**, la délégation ad hoc a rencontré **M<sup>me</sup> Amira Dotan, présidente de la délégation parlementaire israélienne chargée des relations avec le PE**, et **M. Alex Miller**, qui a souhaité entendre l'avis de la délégation sur sa visite. Les membres des quatre sous-groupes ont fait part de leurs impressions et ont soulevé les questions suivantes: les violations des droits de l'homme, la possibilité de rencontrer leurs homologues parlementaires du CLP emprisonnés en Israël et la proposition de renforcer les relations de l'UE avec Israël. Dans sa réponse à propos des colonies, M<sup>me</sup> Dotan a souligné qu'avant toute discussion, il fallait un consensus sur les définitions et que Jérusalem-Est ne fait pas partie de ce dossier. Elle a estimé qu'il serait utile de rencontrer le maire de Jérusalem et de débattre avec lui des questions soulevées. Au sujet de Gaza, M<sup>me</sup> Dotan est consciente de la dimension régionale des problèmes environnementaux et écologiques – dus au blocus de la zone – et regrette le silence général qui plane autour de cette situation. Sur le plan de la sécurité, elle a ajouté que le nombre de postes de contrôle était en diminution et s'est dite positivement surprise face à l'amélioration de l'ordre public à Naplouse et à Jénine, car elle s'attendait à ce que le chaos règne dans ces villes.

M<sup>me</sup> Dotan est également optimiste quant aux négociations en cours avec la Syrie au sujet du plateau du Golan et estime que l'Égypte devrait assumer davantage de responsabilités dans le processus de paix au Moyen-Orient. En ce qui concerne les pourparlers de paix, elle a mis en doute la légitimité du Premier ministre palestinien, M. Fayyad, et du président, M. Abbas. À son avis, il faudra davantage de temps pour aboutir à une issue positive, mais le renforcement des relations israélo-européennes est un pas encourageant dans ce sens.

Pour l'avenir, il pourrait être envisageable de constituer une délégation tripartite composée de membres de la Knesset, du Conseil législatif palestinien et du Parlement européen en vue d'une mission exploratoire sur le terrain (en particulier sur les problèmes d'environnement dus à la

situation à Gaza). M<sup>me</sup> Dotan a promis qu'elle essaiera de faciliter une rencontre entre les membres du PE et les membres emprisonnés du CLP à l'occasion d'une prochaine visite.



## **CONCLUSIONS**

### **La sécurité**

- Les Palestiniens réalisent de nets progrès dans le respect de leurs engagements sur la sécurité inscrits dans la feuille de route. Ils disposent des compétences nécessaires à cette fin, mais pas des moyens de les mettre en œuvre.
- Le gouvernement israélien doit comprendre qu'il a intérêt à ce que la réforme du secteur de la sécurité aboutisse et qu'il doit y contribuer en autorisant les forces de sécurité palestiniennes à opérer 24 heures sur 24 et en les équipant convenablement.
- Les fonds disponibles pour la mise en place des FNS (procurés par les États-Unis) et de la police civile (procurés par l'UE) sont disproportionnés. L'UE doit assumer ses responsabilités et augmenter le budget de l'EUPOL-COPPS. Il est fondamental de coordonner les contributions des États membres afin de garantir la constitution cohérente de la police civile.

### **Jérusalem et les colonies**

- Israël n'a pas gelé la construction de colonies, mais l'a au contraire accélérée.
- La poursuite de l'expansion des colonies isolera Jérusalem-Est de la Cisjordanie et coupera celle-ci en deux. Il semble qu'il s'agit là d'une stratégie planifiée plutôt que d'une coïncidence.
- Les forces israéliennes ont saisi des maisons et des terres palestiniennes sans autre motif que celui de la sécurité et ont détruit des maisons parce que leurs propriétaires palestiniens n'avaient pas reçu de permis de bâtir.
- L'implantation illégale de 400 colons ultra-orthodoxes dans la vieille ville d'Hébron, l'expansion de leur colonie et la présence militaire requise pour assurer leur sécurité (cinq soldats par colon) ont provoqué l'effondrement de l'activité économique dans cette ville autrefois prospère.
- L'existence de routes différentes pour les Israéliens et les Palestiniens crée un système de ségrégation. Les Palestiniens sont contraints de faire de longs détours sur des routes parsemées de barrages et de postes de contrôles.

### **L'économie et la libre circulation**

- L'économie palestinienne est étranglée, essentiellement en raison des restrictions à la libre circulation et du mur de séparation.
- Les Palestiniens ne voient guère de perspectives d'amélioration de cette situation dans un avenir proche.
- Israël ne s'est pas engagé clairement à assouplir les restrictions à la libre circulation.
- La communauté internationale, en particulier les pays arabes, doit redoubler d'efforts pour soutenir les objectifs du plan palestinien de réforme et de développement 2008-2010, surtout en ce qui concerne l'équilibre des dépenses publiques.

## Gaza

- La dégradation de l'environnement connaît une ampleur régionale et ne se limite pas à Gaza. Elle nécessite de mettre en place sans tarder une action concertée au niveau régional et international.
- La situation à Gaza est une bombe à retardement. La jeune génération d'Israéliens et de Palestiniens grandit dans un climat de haine et de méconnaissance réciproque.
- L'UNWRA effectue un travail formidable, mais la demande d'aide ne cesse de croître. Ce travail ne peut cependant se substituer à une stratégie de développement à long terme pour la bande de Gaza.
- Il ressort des discussions approfondies avec des organisations de la société civile que les habitants de Gaza veulent avoir la possibilité de travailler et refusent d'être contraints de vivre de la charité publique.
- Les milieux économiques de Gaza estiment que le renforcement des relations entre l'UE et Israël devrait être conditionné par un engagement préalable sur le terrain, y compris par le représentant du Quatuor.
- L'essentiel du message communiqué à la délégation du PE réside dans le vif souhait de voir "une Europe forte et motivée" jouer un plus grand rôle, sans se cantonner à celui de bailleur de fonds (les projets créés grâce à cet argent sont souvent réduits à néant par les forces de défense israéliennes).
- La mission reconfirme la position du Parlement européen sur la situation dans la bande de Gaza qu'il avait exprimée dans sa résolution du 21 février 2008.

Nous estimons fortement que sans des signes sérieux de bonne volonté traduits sur le terrain par des améliorations tangibles, le moment n'est pas encore propice pour l'approfondissement des relations EU-Israël.

**PROGRAMME**

**Ad hoc delegation to the Palestinian Territories and to Israel**  
**30 May - 2 June 2008**

**Friday 30 May**

Afternoon / early evening                      Arrival of participants (Ben Gurion airport, Tel Aviv)

**Dan Tel Aviv Hotel**  
99 Hayarkon Street  
63432 TEL AVIV  
Tel. +972 3 520 25 25

19.30

Briefing by Troika:  
Slovenian Ambassador Mr Boris Sovič  
French Ambassador Mr Jean-Michel Casa  
Head of EC Delegation Mr Ramiro Cibrián Uzal  
**Caesarea Hall, Dan Hotel**

**Saturday 31 May**

Members split into working groups covering separate issues, visiting different areas of the region (please see separate working group programmes for details)

Hotel accommodation in Bethlehem or Nablus, depending on working group (please see separate programmes)

**Sunday 1 June**

Morning/afternoon                      Continuation of working group activities

20.00

Debriefing of working groups (except Gaza group who will spend the night in Gaza)

**Diwan Room, Intercontinental Hotel**

**Intercontinental Hotel Jacir Palace**  
Jerusalem-Hebron Road  
BETHLEHEM  
+972 2 276 67 77

## **Monday 2 June**

- 10.00 Check out for participants departing Monday; luggage on coach
- 10.15 Depart for Jerusalem (meet in Intercontinental lobby)
- 11.30 Meeting with Mr Nimrod Barkan, Head of Research  
**Israeli Ministry of Foreign Affairs**  
9 Yitzhak Rabin Blvd., Kiryat, Ben Gurion, Jerusalem
- 13.00 Meeting with Troika:  
Mr Igor Pogacar, Head of Slovenian representation in Ramallah  
Mr Alain Remy, Head of French representation in Ramallah  
Mr John Kjaer, Head of ECTAO  
**ECTAO**, 5 George Adam Smith St, Jerusalem
- 15.15 (arrival 14.50) Meetings with Knesset members Ms Amira Dotan and Mr Alex Miller  
**Knesset**, Kiryat, Ben Gurion, Jerusalem
- 17.30 Press conference  
**Pasha Room, American Colony Hotel**  
*Organised by Ms Alix De Mauny, Press Officer of ECTAO*
- Evening Departure of some participants by taxi to Ben Gurion airport, Tel Aviv

## **Tuesday 3 June**

- Morning Departure of some participants by taxi to Ben Gurion airport, Tel Aviv

Ad hoc delegation to the Palestinian Territories and Israel  
30 May - 2 June 2008

**PROGRAMME WORKING GROUP**

**"BUILDING UP PALESTINIAN SECURITY CAPACITIES"**

**31 MAY - 1 JUNE 2008**

**Saturday 31 May**

8:00 Transfer Tel Aviv - Jerusalem

9:00 Meeting with US General DAYTON on Palestinian Security Forces reform  
Transfer to Ramallah

11:00 Meeting with Abdul-Razzaq Al-YAHYA, PA Minister of the Interior and with Khaled SALIM, Director general at the PA Interior Ministry in charge of security sector reform;

13:00 Working lunch with Colin SMITH, Head of mission; EUPOL-COPPS, Office Tokio Street, Ramallah;

14:30 Transfer to Nablus accompanied by EUPOL-COPPS Field Team

15:30 Meeting with the Governor of Nablus

16:00 Meeting with local Head of Palestinian Civil Police

17:00 Meeting with Kheiri HUSSEIN, local Commander of PA security forces

20:30 Dinner with the Governor of Nablus, local authorities, PLC members and civil society

**Hotel:** Al Yasmeen, Nablus (+972 9 2333 555)

## **Sunday 1 June**

9:30 Transfer Nablus - Ramallah

11:30 Briefing in Ramallah with Stig ØDORF, EUPOL-COPPS Lead Police  
Adviser on Upgrading the Jenin Civil Police

13:00 Meeting with Saeb Erekat, Head of PLO Negotiations Affairs Department

14: 30 Meeting with Prime Minister Salam FAYYAD (together with WG Economy) Ramallah,  
Ministry of Finance

Return to Bethlehem

20:00 Debriefing of working groups  
Diwan Room, Intercontinental Hotel

**Hotel:** Intercontinental Jacir Palace, Bethlehem

Ad hoc delegation to the Palestinian Territories and Israel  
30 May - 2 June 2008

**PROGRAMME WORKING GROUP:**

**"JERUSALEM AND SETTLEMENTS"**

**31 MAY - 1 JUNE 2008**

**Saturday 31 May**

- |                   |   |
|-------------------|---|
| 07.30             | Check out from Dan Hotel  |
| 08.00             | Transfer Tel Aviv - Jerusalem (meet in Dan Hotel lobby)   |
| 09.30             | Briefing with Negotiations Support Unit (NSU) on settlement building<br>in the Palestinian territories<br>YWCA, Sheikh Jarrah, East Jerusalem   |
| 10.30             | Transfer to Hebron  |
| 11.30             | Briefing with Reconstruction and Rehabilitation Committee and<br>Palestinian citizens in Hebron; tour of town   |
| 13.00             | Lunch and presentation of work of Committee   |
| 15.00<br>Harhouma | Transfer to Bethlehem visiting outpost settlements en route (and<br>settlement)   |
| 19.00             | Check into Intercontinental Hotel Bethlehem   |
| 19.30             | Dinner with Deputy Mayor of Bethlehem - Georges Sa'aba, PLC members<br>and civil society; together with working group "Building up the<br>Palestinian economy"<br>Restaurant Abu Eli (opposite hotel) |

**Hotel: Intercontinental Jacir Palace**  
Jerusalem-Hebron Road, Bethlehem (+972 2 276 67 77)

## **Sunday 1 June**

- 08.00                      Transfer Bethlehem – Jerusalem (meet in Intercontinental Hotel lobby) via Palestinian reserved route and Beitar Illit settlement, accompanied by NSU
- 09.15                      Briefing - tour on Israeli settlement policy in Greater Jerusalem with Ir-Amim
- 12.00                      Transfer to Ramallah
- 13.00                      Meeting with Saeb Erakat, Head of PLO Negotiations Affairs Department
- 15.30                      Meeting with Minister of Housing Ze'ev Boim  
Har Zion Hotel, 27 Hebron Road, Jerusalem
- 20.00                      Debriefing of working groups  
Diwan Room, Intercontinental Hotel

**Hotel: Intercontinental Jacir Palace**  
Jerusalem-Hebron Road, Bethlehem (+972 2 276 67 77)



Ad hoc delegation to the Palestinian Territories and Israel  
30 May - 2 June 2008

**PROGRAMME WORKING GROUP:**

**"BUILDING UP THE PALESTINIAN ECONOMY**  
**(INCLUDING FREE MOVEMENT OF PERSONS)"**

**31 MAY - 1 JUNE 2008**

**Saturday 31 May**

- 08.00 Check out Dan Hotel
- 08.30 Transfer Tel Aviv - Jerusalem (meet in Dan Hotel lobby)
- 09.30 Meeting with Private Sector Adviser Mr Ronald Wormgoor, office of Tony Blair  
American Colony Hotel (lobby, 3rd floor), Nablus Rd, Jerusalem
- 10.45 Briefing on OCHA by Mr Ray Dolphin  
OCHA office, 7 St. George St, Jerusalem
- Transfer to Ramallah (accompanied by OCHA representative)
- Lunch with Mr Mohammed Shtayeh, Director General of Palestinian Economic Council for Development and Reconstruction (PECDAR), Mr Bassam Khoury, Head of the Palestinian Industry Federation  
Darna restaurant, Al-Sahel St, Ramallah (+972 2 295 0590)
- 15.00 Visit of economically sensitive checkpoints with OCHA representative Mr James Weatherill  
*Please see separate detailed programme and map*
- 19.00 Check into Intercontinental Hotel
- 19.30 Dinner with Mayor of Bethlehem, PLC members, civil society (together with working group: "Jerusalem and settlements")  
Restaurant Abu Eli (opposite hotel)

**Hotel: Intercontinental Jacir Palace**  
Jerusalem-Hebron Road, Bethlehem (+972 2 276 67 77)

## Sunday 1 June

- 10.15                      Transfer Bethlehem - Jerusalem (meet in Intercontinental lobby)
- 11.00                      Briefing on **PEGASE** by Mario Mariani, Head of PEGASE;  
Michel Laloge, Deputy Head of Section Infrastructure, Water,  
Energy, Environment, Agriculture, Food Security and UNRWA  
ECTAO office 4th floor, 5 George Adam Smith St, Jerusalem
- 13.00                      Meeting with Saeb Erekat, Head of the Palestinian Negotiation  
Department (together with WG Settlements, WG Security)  
Ramallah, Ministry of Foreign Affairs
- 14.30                      Meeting with Salam Fayyad, Prime Minister  
(together with WG Security)  
Ramallah, Ministry of Finance
- Return to Bethlehem
- 20.00                      Debriefing of working groups  
Intercontinental Hotel, room TBC

**Hotel: Intercontinental Jacir Palace**  
Jerusalem-Hebron Road, Bethlehem (+972 2 276 67 77)

Ad hoc delegation to the Palestinian Territories and Israel  
1-2 June 2008

**PROGRAMME WORKING GROUP :**

**"GAZA: ACCESS, HUMANITARIAN AND WATER ISSUES"**

**31 MAY - 2 JUNE 2008**

**Hotel:** Intercontinental Jacir Palace, Bethlehem Tel. +972 2 276 6777

**Sunday 1 June**

06h15 depart Bethlehem (meet Mr Triantaphyllides in Jerusalem)

08h00 Erez cross by foot and meet UNRWA vehicles

09h30 drive to Khan Younis,

10h15 meet UNRWA family recently bereaved after Israeli incursion

11h00 hardship housing case, Khan Younis refugee camp

11h30 depart for Gaza city

11h45 Campaign Free Gaza NGO - (Dr Refat Rustem)

13h00 Palestinian Businessmen Association

14h15 Campaign to End the Siege NGO (Mr Iyad Saraj)

15h30 Meeting with Karen AbuZayd, UNRWA Commissioner General  
and John Ging, Director of UNRWA Operations, Gaza, UNRWA Headquarters

16h45 Palestinian Centre for Human Rights - Mr Jabr Wishah PCHR offices

18h00 Meeting with PLC members

20h30 Meeting with Mayor of Gaza, Majid Abu Ramadan

**Hotel:** Al Deira, Gaza, +972 8 283 8100

**Monday 2 June**

08h00 depart for Erez

10h30 meeting with Colonel Nir Press, Coordination Liaison Unit, Erez

11h45 Depart for Jerusalem

**AD HOC DELEGATION TO THE  
PALESTINIAN TERRITORIES AND ISRAEL**

**30 May - 2 June 2008**

**LIST OF PARTICIPANTS**

**Members of the European Parliament (14)**

<b>Member</b>			<b>Country</b>	<b>Political Group</b>
Ms	Véronique	DE KEYSER	Belgium	PES
Ms	Annemie	NEYTS-UYTTEBROECK	Belgium	ALDE
Mr	Bastiaan	BELDER	Netherlands	IND/DEM
Mr	Thijs	BERMAN	Netherlands	PES
Ms	Frieda	BREPOELS	Belgium	EPP-ED
Ms	Hélène	FLAUTRE	France	Greens/EFA
Mr	David	HAMMERSTEIN	Spain	Greens/EFA
Mr	Eugenijus	MALDEIKIS	Lithuania	UEN
Ms	Luisa	MORGANTINI	Italy	GUE/NGL
Mr	Philippe	MORILLON	France	ALDE
Ms	Béatrice	PATRIE	France	PES
Mr	Boguslaw	SONIK	Poland	EPP-ED
Mr	Kyriacos	TRANTAPHYLLOIDIS	Cyprus	GUE/NGL
Mr	Francis	WURTZ	France	GUE/NGL

EPP-ED	Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats
PES	Group of the Party of European Socialists
ALDE	Group of the Alliance of Democrats and Liberals of Europe
Greens/EFA	Group of the Greens/European Free Alliance
GUE/NGL	Confederal Group of the European United Left/Nordic Green Left
IND/DEM	Independence and Democracy Group

**President's private office staff (1)**

Mr	Alexandre	STUTZMANN	Advisor for External Relations
----	-----------	-----------	--------------------------------

**DG EXPO staff (5)**

Mr	Michael	REINPRECHT	Head of Unit
Ms	Kristin	ARP	Administrator
Ms	Morag	DONALDSON	Administrator
Mr	Stefan	KRAUSS	Administrator
Ms	Erica	SCREEN	Assistant

**Political group advisors (5)**

Ms	Eva	MITSOPOULOU	PPE
Mr	Bruno	MARASA	PES
Mr	Zoltán	SIMON	PES
Mr	Niccolo	RINALDI	ALDE
Ms	Mychelle	RIEU	Greens/EFA

**Interpreters (6)**

Mr	Laurent	D'AUMALE
Ms	Manal	EL HELOU
Mr	Reuben	IMRAY
Ms	Jumana	KAYYALI
Ms	Vera	NOFAL
Mr	Saïd	SHAATH

## EUROPEAN PARLIAMENT DELEGATION URGES ACTION TO COUNTERACT ERODING CONFIDENCE IN THE PALESTINIAN-ISRAELI PEACE PROCESS

### Improvement on the ground is crucial

A European Parliament delegation visited Israel and the Palestinian Territories from 31 May to 2 June with the aim of assessing the situation on the ground as regards developments since Annapolis.

"We have observed encouraging improvements in the **security** situation in the West Bank municipalities with Palestinians being able to take on their responsibilities. Nevertheless, Israeli incursions and other restrictions undermine the authority and ability of Palestinian police and security forces to function.

We further witnessed the beginnings of Palestinian **economic recovery** with greater commerce, trade and tourism in some West Bank areas. However in order for these economic and security improvements to be consolidated, the movement of people and access of goods needs to be ensured. Palestinian compliance in this field is not enough; a change in Israel's policies is required. The existing policy of roadblocks and the impact of the route of the "separation barrier" seriously hamper on-going efforts, strongly backed by the European Union, to achieve economic recovery.

We have observed considerable and continuous expansion of **settlements** which is illegal, and incompatible with the objectives laid out in Annapolis and with the Road Map, making a two-state solution impossible. In particular, we are worried over the future of East Jerusalem, the "E1" settlement project and the situation in the old city of Hebron.

In the **Gaza** Strip the revolting consequences of the ongoing sanctions and blockade policy were all too evident. Dramatic overall shortages - in particular, medical supplies, food and fuel - result in unacceptable human misery, which, in turn, will generate future violence. We were positively struck by the mobilisation of the civil society, as well as the activities of UNRWA, who try to counterbalance the effect of the siege. Their efforts need immediate increased support from the international community.

On behalf of the European Parliament, we reiterate our pressing call to put an end to the geographical and political isolation of the Gaza Strip and to reconnect it to the rest of the world. We call on the Quartet, and its representative Mr Blair, and on the Palestinian Authority institutions to re-engage on the ground and to collaborate with the Gazans. The only identified project of a sewage plant in the context of the Quartet's quick impact projects must be urgently implemented. We condemn the launching of rockets on the neighbouring State of Israel and consider it as totally counterproductive with respect to the willingness for peace that is the desire of a great majority of Gazans.

All the above points were raised during discussions between the delegation and members of the Knesset. Finally, we strongly feel that without serious signs of good faith translated into tangible improvements on the ground, the time is not yet right to upgrade EU-Israel relations."

The delegation comprised fourteen MEPs and co-chaired by Mrs Veronique DE KEYSER and Mrs Annemie NEYTS-UYTTEBROECK

Jerusalem, 2 June 2008